

<b>12. Montants concernés</b>	<p>Ligne budgétaire: 14.020122</p> <p>Coût total estimé: 46 945 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE: <b>35 500 000 EUR</b></p> <p>Cette action pourrait être cofinancée en parallèle par:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Expertise France pour un montant de 1 000 000 EUR</li> <li>– AFD pour un montant de 10 000 000 EUR</li> <li>– AUF pour un montant de 445 000 EUR</li> </ul> <p>L'action s'inscrit dans la TEI #InvestirDansLaJeunesse, à laquelle participent l'Allemagne, la France et l'Union européenne. Le montant global indicatif estimé au moment de la présentation de cette action est de 164 840 000 EUR (contributions indicatives: Allemagne 11 700 000 EUR, France 38 000 000 EUR, UE 115 140 000 EUR).</p>
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>	
<b>13. Type de financement</b>	<p><b>Gestion directe</b> par subvention</p> <p><b>Gestion indirecte</b> avec entités à sélectionner conformément aux critères énoncés aux sections 4.4.2 et 4.4.3</p>

## 1.2 Résumé de l'action

La problématique du genre à Madagascar s'inscrit pleinement dans le Plan d'action 2021-2025 de l'UE pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GAPIII)<sup>1</sup>: dans l'un des dix pays les plus pauvres au monde, où les filles et les jeunes femmes font partie des publics les plus vulnérables, les propositions et les projets de loi visant à abroger ou éliminer les discriminations persistantes peinent à voir le jour. Si Madagascar a ratifié plusieurs conventions internationales, le cadre juridique est incomplet et manque de force pour inciter l'Etat à la mise en œuvre des mesures appropriées. Les chantiers légaux, politiques et programmatiques relatifs à la promotion de l'égalité et à l'élimination des discriminations tendent à s'éterniser, voire à s'enliser.

La situation du genre dans l'éducation est préoccupante, particulièrement dans le secteur de l'Enseignement Technique et de la formation professionnelle (ETFP). Peu de filles ont accès aux Centres de formation professionnelle (CFP) publics, où elles ne représentent qu'un quart des effectifs<sup>2</sup>, pour des raisons économiques, sociétales et culturelles. Le taux d'abandon chez les filles qui commencent une formation professionnelle est très élevé et leur taux d'insertion sur le marché de l'emploi est extrêmement faible<sup>3</sup>. Dans ce contexte, l'autonomisation des jeunes femmes reste une gageure et les inégalités de genre, violences et discriminations sont légion.

L'action se propose de contribuer à une inflexion de cette situation, par une approche fondée sur le genre et les droits humains, visant résolument, en s'attaquant aux causes structurelles des inégalités, à améliorer l'employabilité et l'autonomie des filles et jeunes femmes dans la formation professionnelle (impact). Les objectifs spécifiques sont doubles : (1) L'**inclusivité** du système de formation professionnelle et d'Enseignement Technique et son **efficacité** en termes d'insertion socioprofessionnelle des jeunes femmes sont renforcées et (2) La **qualité** du système de formation professionnelle et d'Enseignement Technique, axée sur les besoins du marché du travail et la perspective de genre, est renforcée.

<sup>1</sup> [https://myintracomm.ec.europa.eu/dg/INTPA/thematic-activities/gender-equality/Documents/2\\_GAP\\_III\\_Joint\\_Staff\\_v3\\_rotated.pdf](https://myintracomm.ec.europa.eu/dg/INTPA/thematic-activities/gender-equality/Documents/2_GAP_III_Joint_Staff_v3_rotated.pdf) [https://myintracomm.ec.europa.eu/dg/INTPA/thematic-activities/gender-equality/Documents/1\\_GAP\\_III\\_Joint\\_Communication\\_draft\\_v6.pdf](https://myintracomm.ec.europa.eu/dg/INTPA/thematic-activities/gender-equality/Documents/1_GAP_III_Joint_Communication_draft_v6.pdf)

<sup>2</sup> UNESCO Rapport mondial de suivi de l'éducation 2020. Les chiffres disponibles ne sont pas précis mais selon ce rapport, l'accès à l'ETFP est extrêmement limité : en 2018, seuls 1% des jeunes étaient inscrits en ETFP (contre 11% en moyenne en Afrique subsaharienne) et la proportion de scolarisation en ETFP au niveau du secondaire n'était que de 2% (comparé aux 6% en moyenne en Afrique subsaharienne). Le chiffre de 25% vient de nos discussions directes avec le Ministère en charge.

<sup>3</sup> Les chiffres ne sont pas précis mais pour donner une idée, selon le Rapport précédemment cité, le taux global d'achèvement du deuxième cycle secondaire est de 9%.